

RAPPORT ANNUEL 2006

Sommaire



Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture

© Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). 2007

L'Institut encourage l'utilisation honnête de ce document. Celui-ci doit être cité, le cas échéant, de manière appropriée.

La présente publication est également disponible sous format électronique (PDF) sur le site web de l'Institut: www.iica.int.

Coordination éditoriale: Patricia León et Federico Sancho

Correction stylistique: L'Unité des Services de langues

Conception graphique: Ana Catalina Lizano

Conception de la couverture: Zona Creativa

Impression: Siège de l'IICA ≥

San José, Costa Rica
2007

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	5
<hr/>	
<i>1. Processus des Sommets des Amériques</i>	7
<hr/>	
<i>2. Mise en œuvre du Programme continental</i>	11
<hr/>	
<i>3. Mise en oeuvre des programmes régionaux</i>	31
<hr/>	
<i>Région andine</i>	32
<hr/>	
<i>Région des Caraïbes</i>	34
<hr/>	
<i>Région Centrale</i>	37
<hr/>	
<i>Région Nord</i>	40
<hr/>	
<i>Région Sud</i>	42
<hr/>	
<i>4. Relations avec les partenaires stratégiques</i>	45
<hr/>	



Qu'est-ce que l'IICA?

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) est un organisme spécialisé du Système interaméricain, qui a pour mandat d'encourager, de promouvoir et d'appuyer les efforts déployés par ses États membres pour assurer le développement agricole et le bien-être des populations rurales.

Afin de s'acquitter des nouvelles responsabilités que lui ont confiées les chefs d'État et de gouvernement, l'Assemblée générale de l'Organisation des États Américains (OEA) et les ministres de l'Agriculture du Continent, l'Institut, qui compte plus de 60 ans d'histoire, cherche à se repositionner afin de pouvoir relever les nouveaux défis de l'agriculture et répondre à la demande d'appui de ses États membres.

Pour réaliser sa vision et sa mission, l'IICA s'appuie sur ses avantages comparatifs qui l'aident à remplir son nouveau rôle. L'Institut a amassé des connaissances approfondies sur l'agriculture, le secteur rural et la diversité culturelle et agro-écologique des Amériques, connaissances qui lui sont très utiles pour façonner des solutions créatives à un large éventail de problèmes et de défis.

La présence institutionnelle dans chaque État membre confère à l'IICA la souplesse nécessaire pour mobiliser des ressources entre pays et régions, afin de structurer et moduler des initiatives de coopération visant à répondre aux priorités nationales et régionales, à faciliter le flux d'information et à améliorer la diffusion des meilleures pratiques.

L'Institut a son siège au Costa Rica, des bureaux dans 34 pays des Amériques et un bureau en Europe, installé à Madrid. Son bureau de Washington abrite la Direction des partenariats stratégiques.



Avant-propos

Le nouveau Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2006-2010 a donné une nouvelle dimension à la mission de l'Institut, ciblée sur la prestation d'une coopération technique innovatrice et l'idéal de se convertir en l'institution chef de file de l'agriculture des Amériques.

Pour relever les défis qu'affrontent actuellement l'agriculture et la vie rurale et nous acquitter de l'engagement que nous avons pris face aux initiatives internationales destinées à faire reculer la pauvreté à travers le monde, nous avons redoublé d'efforts afin de promouvoir une nouvelle manière de voir l'agriculture, de reconnaître l'hétérogénéité de la région et de consolider le modèle de gestion institutionnelle.

L'IICA, à l'unisson avec la dynamique interaméricaine émanée du processus des Sommets, et avec le Plan AGRO 2003-2015, accorde un soutien permanent à ses pays membres afin de leur permettre de s'acquitter plus facilement des engagements qui découlent des mandats qui leur ont été confiés par les Sommets et les accords ministériels. En collaboration avec le Gouvernement guatémaltèque, l'Institut a commencé à organiser la Quatorzième réunion ordinaire du Conseil et la Quatrième réunion ministérielle, dont le thème central est «Travailler ensemble en faveur de l'agriculture des Amériques», qui se tiendront en juillet 2007 à Antigua (Guatemala).

L'Administration a apporté des modifications à la structure organisationnelle. Elles se sont traduites par une meilleure intégration institutionnelle, par la consolidation du modèle de coopération technique de l'IICA et la réalisation d'activités communes entre la Direction des opérations régionales et de l'intégration, la Direction du leadership technique et de la gestion des connaissances, la Direction de l'administration et des finances et les bureaux hors siège.

La coopération technique institutionnelle a continué d'être focalisée sur l'obtention de résultats concrets. À titre d'exemple, nous citons la concertation menée entre les

différentes organisations en vue de l'élaboration du Rapport sur la situation et les perspectives de l'agriculture et de la vie rurale en 2007, l'application intensive de l'instrument Performance, vision et stratégie (PVS) pour la modernisation des services de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments, la définition des territoires dits «de référence» où seront mises en œuvre des interventions s'inscrivant dans une approche territoriale du développement rural et la mise en œuvre du Programme interaméricain de biotechnologie et de biosécurité (PIBB). Toutes ces activités ont bénéficié de l'impulsion de la nouvelle Direction du leadership technique et de la gestion des connaissances, qui oriente la coopération de l'IICA et en assure le suivi, dans une vision continentale.

En ce qui concerne les directions chargées des activités régionales et de l'intégration ainsi que les 34 bureaux hors siège, ils coopèrent tous intensément à l'amélioration et au renforcement des capacités institutionnelles et individuelles nécessaires dans le domaine de la formulation des politiques, de la protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments, de l'innovation technologique, du développement territorial, de la compétitivité des agroentreprises et des liens à établir entre les producteurs agricoles et les marchés.

L'Institut est actuellement dans une situation financière positive, grâce à l'équilibre atteint ces dernières années avec l'application de mesures de prudence financière et l'obtention de résultats conformes aux prévisions des programmes de coopération technique. Pour la troisième année consécutive, le recouvrement des quotes-parts s'est amélioré et les recettes extérieures ont augmenté, ce qui montre, incontestablement, la satisfaction de nos États membres et de nos partenaires stratégiques.

Nous réitérons que le développement de l'agriculture et l'amélioration de la vie rurale exigent des initiatives complexes et multidisciplinaires de la part de tous les intervenants, publics et privés, ainsi que des coopérants. Compte tenu de ce qui précède, nous avons encouragé l'extension du dialogue interinstitutionnel et nous avons laissé nos portes grandes ouvertes afin d'entreprendre de nouvelles actions avec des partenaires s'intéressant au développement du Continent américain et de renforcer les accords de travail existants avec des organisations comme, entre autres, l'OEA, la FAO, la BID, la Banque mondiale, l'OPS, la CEPALC, le CATIE et l'AECL, accords qui produisent leurs fruits dans différents domaines.

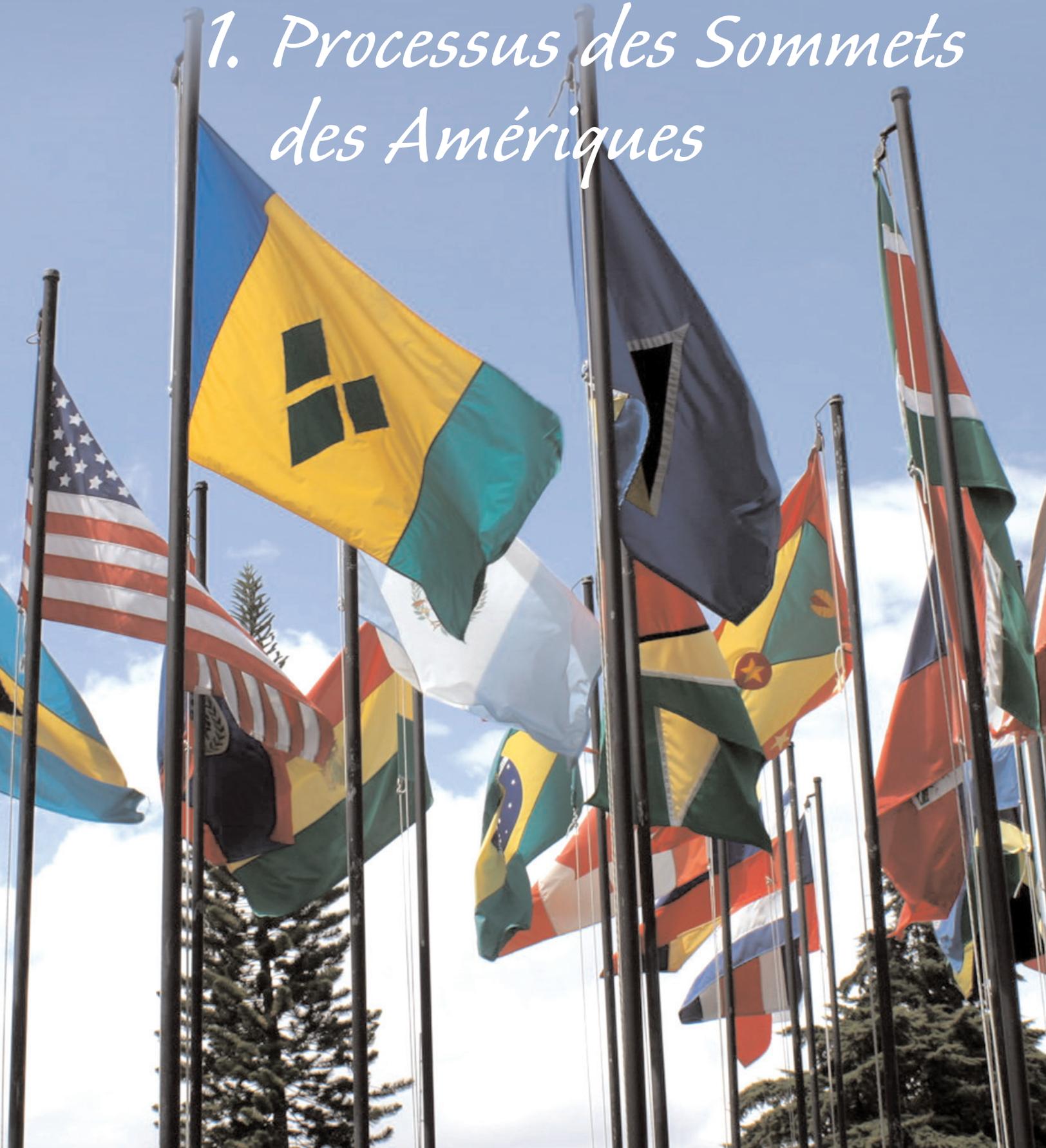
Le modèle de travail de l'IICA, largement reconnu comme prometteur, a pour colonne vertébrale la transparence et l'obligation de rendre des comptes. Les efforts visant à systématiser les informations sur les activités annuelles de l'Institut en font partie de même que le devoir d'entretenir des communications personnelles et permanentes avec les autorités nationales, régionales et continentales dans différents domaines.

Le rapport annuel pour l'année 2006 présente quelques-unes des principales activités que nous avons menées. Sur notre site web, www.iica.int, vous pouvez consulter les rapports spécifiques sur les résultats de notre coopération dans chaque pays membres et dans chaque région.

Chelston W.D. Brathwaite

Directeur général

1. Processus des Sommets des Amériques



Les défis planétaires, notamment la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire, ainsi que la concrétisation des engagements et des mandats émanés du Processus des Sommets des Amériques ont insufflé, dans tout le Continent, une nouvelle dynamique à l'agriculture, à la vie rurale et à l'IICA. Parmi les activités qui s'inscrivent dans cette nouvelle dynamique, il convient de souligner le positionnement qu'occupent l'agriculture et la vie rurale dans le programme de travail interaméricain, l'établissement, aux trois derniers Sommets, d'un cadre politique qui favorise leur amélioration et la mise en place d'une « nouvelle architecture institutionnelle » depuis l'instauration des Sommets des Amériques et qui s'est traduit, aux effets du présent rapport, par les réunions ministérielles autour du thème « Agriculture et vie rurale dans les Amériques ».

En 2006, sous la présidence du Guatemala et avec l'appui du Secrétariat exercé par l'IICA, le processus ministériel a avancé dans les préparatifs de la Quatrième réunion ministérielle qui se tiendra au Guatemala, en juillet 2007, et dont le thème sera « Travailler ensemble pour l'agriculture des Amériques ».

Dans le cadre du processus engagé en 2001, les ministres de l'Agriculture ont tenu trois réunions continentales au cours desquelles ils ont adopté des accords concernant des questions stratégiques destinées à améliorer l'agriculture et la vie rurale. Au nombre de ces accords, il faut souligner en particulier le Plan d'action AGRO 2003-2015 qui présente une vision commune de ce que seront l'agriculture et la vie rurale en 2015 et les actions stratégiques nécessaires pour y parvenir.

En 2006, sous la présidence du Guatemala et avec l'appui du Secrétariat exercé par l'IICA, le processus ministériel a avancé dans les préparatifs de la Quatrième réunion ministérielle qui se tiendra au Guatemala, en juillet 2007, et dont le thème sera « Travailler ensemble pour l'agriculture des Amériques ».

Un IICA rénové face à la nouvelle dynamique continentale du XXI^{ème} siècle

Depuis le processus de modernisation qu'il a engagé en 2002, l'IICA exerce un double rôle complémentaire afin d'appuyer les pays dans la mise en œuvre des engagements découlant des mandats impartis par les Sommets des Amériques et les accords ministériels. Il continue par ailleurs à s'acquitter du rôle traditionnel, bien que rénové, d'un organisme international de coopération, en tenant compte de la nouvelle dynamique continentale qui a fait son apparition avec le processus des Sommets (et dont les principaux résultats sont présentés dans les chapitres suivants du présent

rapport). Mais il commence également à exercer son nouveau rôle de Secrétariat du processus ministériel et de sa réunion « Agriculture et vie rurale dans les Amériques ».

L'Institut est chargé de ce Secrétariat depuis qu'il participe au processus des Sommets en qualité de partenaire et que les réunions ministérielles ont été institutionnalisées. Dans l'exercice de ce rôle, l'IICA s'est efforcé principalement de faciliter la continuité du processus ministériel et sa coordination avec le processus des Sommets des Amériques ainsi que l'intégration régionale dans le cadre du processus ministériel continental.

À cette fin, en 2006, l'Institut a fait connaître les mandats émanés des Sommets des Amériques et des accords ministériels relatifs à l'agriculture et à la vie rurale, appuyé la Présidence du processus ministériel pour l'exercice 2006-2007, exercée par le

Guatemala, coopéré avec les processus régionaux de mise en œuvre des accords ministériels et coordonné les actions de soutien à la mise en œuvre de ces mandats avec d'autres organismes internationaux. En ce qui concerne ce dernier aspect, en collaboration avec la CEPALC (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes) et la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), il a travaillé à la mise au point d'indicateurs pour le système de suivi et d'évaluation du Plan AGRO, en exécution du mandat n° 43 du Plan d'action de Mar del Plata de 2005.

Afin de faciliter la coordination du processus ministériel avec celui des Sommets des Amériques, il est membre des mécanismes de révision et de suivi qui, sous la direction de l'OEA (Organisation des États Américains), ont pour but

L'intégration régionale

En ce qui concerne l'intégration régionale dans le cadre du processus ministériel continental, les activités de l'IICA ont été centrées sur la mise en œuvre et le suivi de l'Accord ministériel de Guayaquil de 2005. Dans ce contexte, il a exercé le secrétariat du CAC (Conseil agricole centraméricain), de l'Alliance caribéenne pour le développement durable de l'agriculture et du milieu rural (l'Alliance) et, plus récemment, du CAS (Conseil agricole du Sud).

En ces qualités, il a soutenu les décisions politiques prises lors des réunions régionales des ministres de l'Agriculture. Dans la Région des Caraïbes, dans le cadre de l'Initiative Jagdeo, il a appuyé l'Alliance pour la mise au point d'un système de suivi et d'évaluation de cette Initiative et du Plan AGRO.

En Amérique centrale, suite à un accord conclu avec le CAC en juin 2006, il a appuyé la réalisation du Premier atelier centraméricain des délégués ministériels au cours duquel a été définie une stratégie qui orientera les travaux dans chaque pays.

de renouveler et de consolider le positionnement de l'agriculture et de la vie rurale aux futures réunions présidentielles. À cette fin, il a fourni des informations constantes sur les préparatifs de la Quatrième réunion ministérielle, les progrès réalisés par le processus ministériel 2006-2007 et les contributions de l'IICA et d'autres organisations internationales à la mise en œuvre de l'Accord ministériel de Guayaquil de 2005 au Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC), formé des ministres des Affaires étrangères du Continent et de leurs coordonnateurs nationaux.

D'autre part, en sa qualité de partenaire institutionnel du Sommet des Amériques, l'Institut est membre du Groupe de travail conjoint des Sommets, coordonné par l'OEA, et composé de la CEPALC, de la BID, de l'OPS (Organisation panaméricaine de la santé), de la Banque mondiale, de l'OIT (Organisation internationale du travail) et des banques régionales. Dans le cadre de ce Groupe, les participants ont mis en commun des informations sur les progrès réalisés par le processus ministériel 2006-2007, analysé la possibilité de mener des activités conjointes, en appui aux mandats présidentiels et aux accords ministériels. Dans le cadre de ses fonctions de Secrétariat, l'IICA facilite et appuie la coordination entre le délégué ministériel à l'Agriculture et à la Vie rurale et le coordonnateur national des Sommets au sein des ministères des Affaires étrangères.



2. Mise en œuvre du programme continental

Compte tenu des mandats impartis par son organe de direction et des demandes émanées des régions et des pays, le programme continental de l'IICA était ciblé sur trois priorités stratégiques :

- 1) la consolidation de nouveau modèle de coopération technique,
- 2) les contributions au repositionnement de l'agriculture, et
- 3) la prestation de la coopération technique directe.

Consolidation du nouveau modèle de coopération technique

Le Comité exécutif a adopté le nouveau Plan à moyen terme 2006-2010 (PMP). Ce Plan redéfinit la vision et la mission de l'IICA et fixe la voie à suivre pour les activités stratégiques qui seront mises en œuvre par l'Institut jusqu'en 2010 afin de consolider les importantes réformes concernant le mode de fonctionnement de l'IICA qui ont été mises en place pendant l'exercice quadriennal précédent.

L'Institut essaie d'accroître l'efficacité et la pertinence de sa coopération technique et, pour ce faire, il favorise l'établissement d'une corrélation directe entre ses activités et les demandes et les priorités de ses clients.

Étant donné les nouveaux défis que pose ce PMP, l'Institut a renforcé sa Direction technique en créant la Direction du leadership technique et de la gestion des connaissances. Ce service a pour attributions d'assurer le suivi des tendances qui déterminent l'évolution de l'agriculture et du milieu rural, de superviser et orienter la coopération de l'Institut, de promouvoir l'excellence technique dans tous les programmes, tous les projets et toutes les activités de l'organisation et de mettre au point des processus de gestion des connaissances destinés à améliorer l'efficacité et la rentabilité des activités de l'IICA.

L'Institut a élaboré la proposition de programme de renforcement des compétences en matière de leadership dans les secteurs stratégiques de l'agriculture, qui servira de base pour la préparation de cours et d'ateliers dans les différents domaines de concentration et secteurs de l'IICA et pour la mise en œuvre d'initiatives conjointes avec les partenaires stratégiques.

Le leadership technique et la gestion des connaissances en tant que modalités de travail quotidien de l'IICA cherchent à consolider un modèle de coopération technique qui privilégie le travail multidisciplinaire visant à repositionner l'agriculture et à fournir une coopération technique directe. L'Institut essaie d'accroître l'efficacité et la pertinence de sa coopération technique et, pour ce faire, il favorise l'établissement

Améliorer la communication

Il convient de signaler que dans le cadre de la modernisation de l'infrastructure technologique visant à améliorer les communications et les échanges d'informations entre les bureaux hors siège de l'Institut, le siège, les fonctionnaires et les partenaires de l'Institut, le Réseau virtuel privé a été installé dans 95% des bureaux hors siège de l'IICA.

L'Institut a également conçu et révisé des outils technologiques, comme l'Intranet, le système d'élaboration et d'enregistrement des rapports et le système de suivi des accords institutionnels.

En outre, il a procédé au réaménagement du portail web institutionnel afin de centrer celui-ci sur la gestion des connaissances techniques et de permettre la gestion des matériels d'informations dans chaque pays, ce qui facilite notamment la publication et la gestion décentralisée des informations, la création de communautés virtuelles et la réalisation de forums et de vidéoconférences par l'Internet.

inscrits de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Le Réseau SICTA (Système d'intégration centraméricaine de technologie agricole) et Infoagro/Comercio de la Région centrale sont deux exemples réussis de ces nouveaux systèmes régionaux.

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

L'IICA a examiné et concerté avec d'autres institutions le processus d'élaboration du Rapport sur la situation et les perspectives de l'agriculture et de la vie rurale pour l'année 2007 ainsi que la procédure méthodologique utilisée pour la collecte et l'analyse des données et des informations nécessaires à son élaboration.

d'une corrélation directe entre ses activités et les demandes et les priorités de ses clients.

L'IICA a abordé la question de la gestion des connaissances avec une approche multidisciplinaire, établi un groupe de travail permanent dans ce domaine et commencé à exécuter des activités caractéristiques d'un processus de cette nature, comme la création d'un dépôt de publications internationales, la mise à l'essai de la version bêta du Système intégré de gestion des bibliothèques agricoles dans les Bibliothèques commémorative Orton et Venezuela et la maintenance d'une plateforme technologique de pointe.

La couverture du système Infoagro.net a été étendue grâce à l'incorporation de nouveaux systèmes régionaux d'information technique qui permettent la mise en commun et les échanges d'information entre plus de 17.000 utilisateurs

Par ailleurs, l'IICA, la FAO et la CEPALC ont formé un groupe de travail qui est parvenu à mettre sur pied une base de données commune aux trois institutions, a avancé dans la définition conceptuelle et méthodologique de «rural», d'«agroindustriel» et d'«agriculture étendue» et a préparé un document conjoint d'analyse des tendances et des perspectives de l'agriculture et du milieu rural.

Les résultats des études sur la contribution réelle de l'agriculture (CRA) au développement économique fournissent des arguments fondamentaux pour défendre le rôle stratégique du secteur agricole et repositionner celui-ci dans les politiques publiques. Ce sont ces résultats qui ont motivé la participation active de l'IICA à la réalisation ou à la mise à jour du calcul de la CRA au Mexique, au Costa Rica, au Guatemala, à Trinité-et-Tobago, à la Jamaïque et dans l'Organisation des États de la Caraïbe orientale.

Un autre résultat des efforts déployés par l'IICA pour repositionner l'agriculture a été l'instauration de la Journée de l'IICA à l'OEA. À cette occasion, le Conseil permanent de cette Organisation a reconnu le travail réalisé par l'Institut en faveur du développement agricole et rural et souligné l'intérêt des activités menées par l'IICA dans le domaine de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments, de la biotechnologie et de l'agrotourisme. D'autre part, à l'occasion de manifestations dans les pays membres, l'Institut a exposé et défendu ses arguments concernant l'importance de l'agriculture et de la vie rurale dans le développement économique et social.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

En ce qui concerne le renforcement des compétences des entrepreneurs, huit entreprises d'El Salvador ont fait connaître leurs produits, visité des points de vente et arrêté plus de 35 rendez-vous d'affaires,

Forums techniques

Le dialogue continental sur des thèmes cruciaux qui déterminent le développement du secteur agricole ou exercent une influence sur celui-ci a été encouragé lors de forums techniques continentaux auxquels ont participé des experts dans ces différents domaines et des représentants de centres spécialisés.

Ces forums ont analysé notamment les thèmes suivants :

- *Le cycle de négociation sur l'agriculture de Doha : les résultats de la conférence ministérielle de Hong-Kong*
- *Politiques de développement des zones rurales du Brésil*
- *Politiques publiques en faveur de l'agriculture et du milieu rural*
- *Changement climatique et vulnérabilité de l'agriculture et du milieu rural*



suite à une mission commerciale à Miami, conformément aux prévisions de la quatrième édition du Programme relatif aux plateformes d'exportation à El Salvador. Parallèlement, la troisième édition de ce Programme vient de commencer au Honduras. Elle devrait déboucher, en 2007, sur la matérialisation d'affaires sur le marché de la Floride (États-Unis).

Par ailleurs, l'Institut a organisé différents séminaires au Nicaragua, en Haïti, à El Salvador, au Guatemala et au Panama pour expliquer les conditions que doivent remplir les produits agricoles frais ou transformés pour pouvoir être exportés aux États-Unis, au Canada et dans l'Union européenne. Il a également mené des actions de formation aux bonnes pratiques agricoles à la Barbade et en Haïti.

En coordination avec le réseau LATN, l'Institut a mené des études comparatives sur les mesures complémentaires que doivent prendre les pays de la Région andine (la Colombie, le Pérou et l'Équateur) qui ont souscrit des traités de libre-échange avec les États-Unis.

Suite à l'alliance conclue avec *l'Université internationale de la Floride* (FIU), il a organisé le premier séminaire «Accord de libre-échange Amérique centrale-République

Le Conseil permanent de l'OEA a reconnu le travail réalisé par l'Institut en faveur du développement agricole et rural.



L'Institut a également consolidé le système Infoagro/Agronegocios, en y incorporant la série «Cuadernos para la exportación» (Cahiers pour l'exportation) et la méthode «Está usted listo para exportar?» (Êtes-vous prêt à exporter?)

dominicaine-États-Unis (CAFTA-RD): possibilités de débouchés pour les agroentreprises de la Floride», qui s'inscrit dans la série *Séminaires continentaux sur les agroentreprises* (HAS) et, en appui au Programme FRUTALES (arbres fruitiers) d'El Salvador, il a coordonné et donné le cours «Marchés et commercialisation» du programme de formation diplômante en fruiticulture de l'Université d'El Salvador.

En collaboration avec le bureau hors siège en Espagne, l'Institut a promu la Troisième rencontre sur l'innovation et la technologie, qui s'est tenue dans le cadre de la Foire alimentaire de Barcelone, en a sélectionné les participants et a identifié des contacts pour le marché solidaire parmi les entreprises ayant participé à la Foire des entreprises rurales qui s'est tenue à Ségovie.

En outre, il a été membre du Comité exécutif de la neuvième édition du *Food and Beverages Show* et organisé le stand CAFTA (Accord de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis d'Amérique)-RD, avec la collaboration du *Word Trade Center* de Miami.

En appui au Nicaragua, il a préparé deux missions commerciales auxquelles ont participé une cinquantaine de petits et moyens entrepreneurs agricoles, intéressés à prospecter et à mieux connaître le marché du Sud de la Floride.

Dans le cadre de ses fonctions de Secrétariat technique de l'Organisation des marchés des Amériques (OIMA), l'IICA a centré ses actions sur la gestion de la page web, qui fait office de centre de liaison, sur la tenue de la réunion ordinaire à Cartagena

(Colombie) et des deux réunions du Comité exécutif à Washington et à Miami. Il a également terminé l'étude destinée à évaluer les systèmes d'information sur les marchés agricoles des pays membres de l'OIMA et établi un catalogue des meilleures pratiques utilisées par ces systèmes, qui servira de base à l'atelier de formation qui, en 2007, réunira les administrateurs des systèmes d'information.

L'Institut a également consolidé le système Infoagro/Agronegocios, en y incorporant la série «*Cuadernos para la exportación*» (Cahiers pour l'exportation) et la méthode «*Está usted listo para exportar?*» (Êtes-vous prêt à exporter?) qui permet d'évaluer le degré de préparation des entreprises du secteur agroalimentaire et d'identifier les domaines dans lesquels elles ont besoin de formation.

Il a présenté devant différentes instances des exposés, tels que «La mise en application du CAFTA-RD et ses éventuelles conséquences», «Les négociations commerciales entre l'Amérique centrale et les États-Unis» et «La sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique centrale : enjeux et défis pour les universités», et participé à des débats et à des échanges de données d'expérience sur des questions liées au commerce, ce qui a permis de renforcer les capacités de différents intervenants des secteurs agricoles nationaux et international.

À la demande des associations professionnelles régionales d'Amérique centrale, l'Institut a élaboré des documents à l'intention des secteurs de la viande de volaille, du riz et des fruits, dans lesquels il analyse les conséquences du traité CAFTA-RD sur la compétitivité de ces secteurs. De même, il a collaboré avec le CAC à l'élaboration de la proposition de politique agricole commune de l'Amérique centrale et au renforcement de l'Union douanière centraméricaine, dont la création est une condition indispensable de la négociation d'un accord de partenariat économique avec l'Union européenne.

En ce qui concerne l'intégration régionale, l'IICA a appuyé les conseils agricoles régionaux: le CAC, le CAS, la CARICOM (Communauté des Caraïbes) et le CAN (Communauté Andine) et leur a dispensé une assistance technique. Il a également collaboré avec les bureaux nationaux chargés de la politique agricole à l'adoption de positions régionales et à la recherche de consensus en matière de politique commerciale et sectorielle.

En vue de favoriser une meilleure compréhension des impacts économiques des politiques de soutien à l'agriculture ainsi que des différentes modalités d'ouverture commerciale, l'Institut a réalisé des études, mis au point des méthodes et mené des activités de formation et d'assistance technique directe à l'intention des secteurs public et privé. Pour améliorer les compétences des ressources humaines en matière d'application et de gestion des accords de libre-échange, il a élaboré et mis en œuvre un programme de coopération technique horizontale, intitulé «Nœud pour les politiques et le commerce - point focal: le Mexique», dans le but de tirer profit de

Pour améliorer les compétences des ressources humaines en matière d'application et de gestion des accords de libre-échange, il a élaboré et mis en œuvre un programme de coopération technique horizontale, intitulé «Nœud pour les politiques et le commerce - point focal: le Mexique»



Il a mis en application une stratégie institutionnelle pour la gestion des situations d'urgence, causées par le risque de transmission de maladies transfrontalières, comme l'influenza aviaire.

l'expérience mexicaine dans ce domaine afin qu'elle «enrichisse» d'autres pays du Continent.

Il a assuré le suivi, par l'intermédiaire du système d'information Infoagro/Comercio, des questions concernant l'agriculture dans les négociations multilatérales et bilatérales des pays du Continent américain et a envoyé des bulletins électroniques hebdomadaires contenant des documents et des informations sur l'état d'avancement de ces négociations.

Afin de disposer d'un instrument de coopération technique supplémentaire, il a distribué périodiquement la revue électronique InterCambio dans laquelle les techniciens de l'IICA exposent leurs points de vue sur des questions d'actualité relatives au commerce, aux négociations commerciales et aux agroentreprises.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

L'IICA a continué d'appuyer les efforts des pays membres pour renforcer leurs institutions en vue de l'adoption effective des mesures sanitaires et

phytosanitaires (MSP) de l'OMC (Organisation Mondiale de la Santé). Cette action a non seulement permis aux pays membres de défendre leurs intérêts et leurs positions dans des forums internationaux, notamment devant le Comité des MSP de l'OMC, mais a également entraîné une meilleure coordination de leurs structures institutionnelles chargées d'assurer le suivi des programmes d'action des organismes internationaux s'occupant des MSP.

Il a encouragé l'établissement d'une meilleure coordination entre les techniciens des institutions nationales s'occupant des MSP et les missions de ces pays auprès de l'OMC. Par ailleurs, les retours d'information entre institutions et concernant les développements qui se produisent dans les différents forums internationaux se sont intensifiés, des fonctionnaires ont été désignés pour s'occuper des thèmes relatifs aux MSP, les décideurs ont pris conscience du haut degré de priorité des MSP, des ressources financières nécessaires ont été allouées afin de permettre la participation des techniciens en la matière aux réunions internationales et des actions ont été coordonnées au niveau interne dans les pays membres. Ces efforts ont été épaulés par la mise en œuvre de l'Initiative pour les Amériques qui a facilité la participation de 28 pays du Continent à quatre réunions du Comité des MSP de l'OMC.

Pour améliorer les capacités et échanger des données d'expériences en matière de MSP, l'IICA a appuyé un atelier organisé par l'OMC, auquel ont participé des représentants de onze pays du Continent, et un atelier de suivi du cours spécialisé en MSP, donné en 2005. Il a également collaboré à la révision des normes phytosanitaires de la Convention internationale pour la protection des végétaux, ce qui l'a mené à organiser des ateliers dans plusieurs pays d'Amérique latine.

Il a mis en application une stratégie institutionnelle pour la gestion des situations d'urgence, causées par le risque de transmission de maladies transfrontalières, comme l'influenza aviaire.

La mise en œuvre de cette stratégie permet à l'Institut d'aider les pays à renforcer leurs capacités institutionnelles et à prendre une série de mesures destinées à préparer et à former les éleveurs et les leaders d'opinion.

Elle a permis de renforcer les services vétérinaires par des actions conjointes des secteurs public et privé, notamment par la mise en application de l'instrument « Performance, vision et stratégie » (PVS), la production de séries radiophoniques et de vidéos, la publication de communiqués de presse, l'élaboration de documents contenant des informations sur l'influenza aviaire et la réalisation d'études sur les répercussions économiques mondiales et continentales de cette épizootie sur la filière avicole.

Afin de renforcer la coopération interorganisations destinée aux pays membres, l'Institut s'est joint à l'action de l'OIE (Organisation mondiale de la santé animale) et de la FAO intitulée Plan-cadre mondial pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières (GT-TAD) à laquelle participent d'autres institutions et organismes internationaux, comme l'OIRSA (Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux), l'OPS et le Ministère de l'agriculture des

États-Unis (USDA) et dont le but est de prévenir l'apparition des maladies transfrontalières et zoonotiques dans les Amériques. Il a également conclu un vaste accord de coopération avec la FAO qui inclut la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments.

Il convient de mettre en exergue que le Secrétaire général de l'OEA a reconnu le travail accompli de concert par l'IICA et l'OPS dans le domaine des zoonoses et de l'innocuité des aliments ainsi que dans celui de l'agriculture et la santé.

Afin d'offrir des informations pertinentes sur l'influenza aviaire et sur d'autres thèmes stratégiques relatifs à la protection sanitaire agricole et à l'innocuité des aliments (PSAIA), l'IICA assure la maintenance du site web «Agrosalud» auquel sont inscrits 3.257 usagers qui cherchent des informations et des documents actualisés ainsi que des renseignements sur les réunions et les manifestations.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

L'Institut a favorisé le repositionnement institutionnel de l'agriculture biologique en Amérique centrale, grâce à la coopération technique qu'il a dispensée à la Commission centraméricaine des autorités compétentes, formée des directeurs des organismes chargés de la surveillance de l'agriculture biologique en Amérique centrale et en République dominicaine. Il a également conquis la confiance institutionnelle d'autres organismes de coopération dans la région, comme la Coopération autrichienne pour le développement et le Gouvernement espagnol, avec lesquels il a commencé à élaborer des projets nationaux et régionaux.

Il a orienté, sur le plan conceptuel, le cursus d'un cours international sur l'écologie agricole et le développement rural, donné à Matagalpa (Nicaragua) par l'Université de Californie, campus de Santa Cruz (UCSC), et l'Université nationale autonome du Nicaragua et pris part à sa réalisation. Suite à cette collaboration, l'UCSC et l'IICA ont étudié la possibilité d'officialiser leur coopération afin de proposer un cours similaire tous les deux ans.

Il a organisé, au Costa Rica, le forum technique intitulé «Effets du changement et de la variabilité climatiques sur l'agriculture et le milieu rural», qui a permis des échanges de données d'expériences sur les systèmes alimentaires, la pauvreté rurale et l'agriculture en Amérique centrale et dans d'autres régions du Continent américain et sur la gestion des risques en milieu rural.



Il a également accueilli un atelier, réalisé sous les auspices de l'Institut interaméricain de recherche sur les changements à l'échelle du globe (IAI) et du Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement (SCOPE), qui a souligné l'importance de bien comprendre les fonctions des écosystèmes et les contraintes environnementales pour être en mesure d'orienter les futures stratégies de gestion de la Terre.

Renforcement des collectivités rurales par la mise en application de l'approche territoriale

L'IICA a continué de jouer un rôle fondamental dans la gestion des territoires ruraux, appuyant les processus de renforcement institutionnel et la formulation des politiques de développement rural dans une approche territoriale. La tenue à Querétaro (Mexique) du «Séminaire international sur le développement rural et le secteur

Il a organisé, au Costa Rica, le forum technique intitulé «Effets du changement et de la variabilité climatiques sur l'agriculture et le milieu rural», qui a permis des échanges de données d'expériences sur les systèmes alimentaires, la pauvreté rurale et l'agriculture en Amérique centrale et dans d'autres régions.

agroalimentaire: Stratégies pour l'avenir», sous les auspices du Gouvernement mexicain, a démontré le positionnement de l'IICA sur cette question. En outre, dans le cadre de ce séminaire, l'Institut a accueilli la Réunion trinationale des vice-ministres du Développement rural de la Colombie, du Brésil et du Mexique, au cours de laquelle les vice-ministres de ces pays ont demandé l'aide de l'IICA pour un projet conjoint d'analyse comparative des politiques de développement rural.

Dans le domaine de la formation technique, il a donné suite à l'accord de coopération conclu l'année dernière avec le **Rural Policy Research Institute** - RUPRI (Institut de recherche sur les politiques rurales), consortium d'universités du Middle West américain, et est parvenu à concerter les orientations générales d'un programme conjoint intitulé *The Alliance for Rural Americas* (l'Alliance pour les Amériques rurales).

Dans le cadre du Groupe interinstitutionnel de développement rural (GIA-DR), il a avancé dans l'élaboration d'une méthode qui aidera à mieux différencier les concepts «urbain» et «rural».

L'Institut a défini des critères pour la sélection et la délimitation des territoires dits «de référence», qui sont conçus comme des espaces d'apprentissage pour la mise au point, l'adaptation et la validation des outils d'application de l'approche territoriale en matière de développement rural et qui servent également à orienter, du point de vue méthodologique, les processus de gestion sociale du territoire.

Dans ce domaine, il a mené des actions de coopération technique au Costa Rica, au Honduras, au Guatemala. Il a consolidé la mise en place d'un territoire de référence au Guyana et progressé dans l'établissement de liens entre les territoires de référence et les observatoires du développement rural au Brésil, en Colombie et au Mexique, qui sont des instruments de gestion des connaissances.

Dans le cadre du Groupe interinstitutionnel de développement rural (GIA-DR), il a avancé dans l'élaboration d'une méthode qui aidera à mieux différencier les concepts «urbain» et «rural». Ce travail qui a été mené à partir d'informations recueillies au Costa Rica est une donnée dont s'inspire une initiative continentale du Groupe interinstitutionnel qui s'efforce d'avoir son mot à dire dans la définition de «rural», compte tenu du cycle de recensements nationaux qui aura lieu prochainement dans les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe.

Pour ce qui est de la consolidation de l'agriculture familiale et des petites et moyennes entreprises rurales, l'Institut a terminé les études destinées à caractériser ce type d'agriculture au Chili, au Paraguay, en Argentine et en Uruguay. Elles viennent s'ajouter à d'autres réalisées au Brésil. Ces études constituent des informations précieuses pour les personnes chargées de la formulation des politiques publiques de développement de l'agriculture familiale. En outre, à partir de la différenciation de la production, et comme un premier pas vers le renforcement des compétences afin de permettre aux unités de production familiale et aux petites et moyennes entreprises rurales de tirer profit des possibilités des marchés, il a favorisé la diffusion d'informations et de connaissances sur le commerce équitable en Colombie, au Mexique et au Brésil, ciblés principalement sur les réseaux et les organisations de producteurs ruraux.

Développement rural et gestion des connaissances

En matière de gestion des connaissances pour le développement rural, l'Institut a consolidé le Forum permanent pour le développement rural, au Brésil, composé d'un réseau d'institutions nationales s'occupant d'initiatives similaires dans d'autres pays de la région.

Ce Forum est un espace d'échange, de mise en forme et de diffusion des connaissances et des données d'expérience relatives au développement rural durable. Un des premiers résultats de ce Forum a été la réalisation de la manifestation «Salon des territoires ruraux» qui a été la principale vitrine nationale des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'approche territoriale au Brésil.

Cette instance a également accompli des progrès dans le développement méthodologique d'instruments destinés à faciliter les processus de développement territorial.

programme d'études universitaires supérieures à l'Université de Cuyo, à Mendoza (Argentine) et a donné suite à l'initiative de collaboration entre l'Uruguay, l'Argentine, le Paraguay et le Brésil pour les échanges de leçons apprises et de connaissances acquises en matière de formulation de programmes d'études universitaires supérieures. Pour ce qui est de la modernisation institutionnelle, il a identifié les domaines prioritaires pour la coopération technique entre l'IICA et le ministère de l'Agriculture (MINAGRI) du Chili.

En appui à la promotion des possibilités de développement pour les femmes et les jeunes des zones rurales, il a mis en œuvre une stratégie destinée à réorienter les actions de coopération entre l'IICA et le Réseau caribéen des productrices rurales (CANROP) en vue de renforcer ce réseau sur le plan technique et d'assurer sa pérennité. Il a également renforcé le Programme continental d'appui au développement des femmes rurales (PADEMUR) en République dominicaine, par des orientations conceptuelles et méthodologiques en matière de micro-crédit durable.

Il a encouragé la formulation d'un programme de renforcement institutionnel des politiques de développement rural qui prennent en considération les jeunes, en menant des actions dans trois pays au moins, en vue de réactiver l'accord de coopération entre l'IICA et l'Organisation Interaméricaine de la jeunesse.

Dans la Région Sud, il a progressé dans la consolidation d'un



Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord signé avec la BID, l'Institut a appuyé la consolidation du FONTAGRO (Fonds régional pour la technologie agricole) en tant que mécanisme de financement des recherches régionales.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

Dans ce domaine, l'IICA a appuyé le renforcement des capacités nationales dans le cadre des processus de transformation institutionnelle pour la recherche et l'innovation, en réalisant une étude sur les concepts et les stratégies propres à stimuler la modernisation institutionnelle et la conception de politiques encourageant l'élaboration et l'utilisation des technologies. Il a également mis au point un profil de projet pour la mise en œuvre d'actions de coopération entre les pays et les régions des Amériques dans le domaine de l'innovation.

Il a aidé à la mise en marche du Projet d'évaluation internationale de la science et de la technologie agricoles pour le développement (IAASTD), parrainé par la Banque mondiale, la FAO, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), le FME, le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement), l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) et l'OMS. Lors de la mise en œuvre de ce projet, les responsabilités suivantes ont incombé à l'IICA: la coordination de l'évaluation en Amérique latine et dans la Caraïbe, la mise au point d'une base de données sur les auteurs de l'étude, l'animation de trois réunions pour la définition des chapitres et des contenus, la révision et la discussion des

premières versions et la coordination des activités avec le Secrétariat de l'IAASTD (Évaluation internationale de la science et de la technologie agricoles pour le développement) de la Banque mondiale et avec l'UNESCO.

Afin de renforcer le Système continental de coopération en matière d'innovation technologique agricole et les liens entre celui-ci et le Système international de recherche, l'Institut a encouragé le dialogue sur la conception de politiques technologiques dans le cadre du FORAGRO (Forum régional de recherche agricole et de développement technologique), dont il assure le Secrétariat technique. Il a également appuyé la tenue de la réunion du Comité exécutif du FORAGRO qui a désigné le Président et le Vice-président de cette instance, approuvé le plan d'action pour 2006-2008 qui prévoit des initiatives de coopération dans le domaine de l'innovation institutionnelle et est parvenue à d'importants accords sur l'articulation de la petite agriculture avec les marchés, l'innovation appliquée à l'agriculture familiale et la définition des thèmes de discussion de la réunion internationale du Forum qui se tiendra à Montevideo en 2008.

Plusieurs membres d'Amérique latine et de la Caraïbe du FORAGRO ont participé activement à la Troisième conférence du Forum mondial de la recherche [agricole], tenue à New Delhi, qui a favorisé la coopération des pays des Amériques avec d'autres régions du monde autour du thème de l'innovation. Cette conférence a également produit des données pour la formulation de stratégies de recherche qui contribueront à la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord signé avec la BID, l'Institut a appuyé la consolidation du FONTAGRO (Fonds régional pour la technologie agricole) en tant que mécanisme de financement des recherches régionales ainsi que la réalisation de trois ateliers destinés à assurer le suivi technique des projets en cours et à évaluer les performances des consortiums institutionnels qui les exécutent. Il a également commencé des études visant à évaluer l'impact économique, social, environnemental et institutionnel des projets régionaux du FONTAGRO et organisé, en partenariat avec l'INIA (Institut national de recherches agricoles) et l'AECI (Agence espagnole pour la coopération internationale) (d'Espagne), un cours de formation sur la formulation de projets de haute qualité et à fort impact, à Antigua (Guatemala).

Il a encouragé la coopération réciproque entre les pays des Amériques par des programmes coopératifs de recherche et de transfert des technologies agricoles (PROCI) et des programmes similaires. Il a évalué les résultats de ces programmes et négocié de nouveaux accords avec les institutions des pays de la Région Sud (PROCISUR) et ceux du Bassin amazonien (PROCITROPICOS). Le Groupe d'information du PROCINORTE dispose d'un plan de travail pour 2007 qui s'efforce de concentrer ses efforts sur la création de la Collection d'informations agricoles du Mexique afin d'accroître les échanges d'information entre le Mexique, les États-Unis et le Canada.

Pour ce qui est du SICTA (Amérique centrale) et du PROCIANDINO (Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole de la sous-région andine), l'Institut a entamé un processus de rénovation de ces mécanismes afin qu'ils répondent aux objectifs et aux priorités stratégiques des pays de ces régions. Il a

renforcé son partenariat avec le COSUDE (Agence suisse pour le développement international) en vue de la mise en œuvre de la deuxième étape du projet Réseau-SICTA dont le but est de réduire la pauvreté et de créer de meilleures conditions de vie pour les petits et moyens producteurs de denrées de base de l'Amérique centrale, grâce à l'innovation technologique et à la diversification agricole.

En ce qui concerne la gestion des informations et des connaissances relatives aux technologies et à l'innovation, le Système d'information scientifique et technologique (INFOTEC) a vu le nombre de ses usagers s'accroître de 22 %. L'administrateur de ce Système a participé à la Réunion de sensibilisation et de coopération entre les régions en matière de technologies et de gestion de l'information et des communications pour la recherche et le développement agricoles, organisée en Thaïlande par le GFAR (Forum mondial de recherche agricole), l'APAARI (Association des institutions de recherche agricole de la région Asie-Pacifique) et l'AIT (Institut asiatique de technologie).

Il a démarré le projet «Gestion de l'information pour la recherche et le développement agricoles: indicateurs, exemples de réussite et stratégie de sensibilisation pour l'Amérique latine», exécuté en partenariat avec le GFAR. Il a également donné un cours en ligne sur la gestion de l'information pour la recherche et l'innovation agricoles, en collaboration avec la FAO-RLC (Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes), grâce à la plateforme d'enseignement virtuel du projet FODEPAL (Projet régional de coopération technique pour la formation en économie et en politiques agraires et de développement rural en Amérique latine).

Le développement de l'INFOTEC (Système d'information scientifique et technologique), la diffusion d'informations actualisées sur la situation et les résultats de l'agriculture régionale dans une perspective technologique ainsi que l'organisation de conférences et d'ateliers sur ces questions ont contribué à la mise au point d'une vision prospective de la technologie et de l'innovation agricoles chez les groupes concernés des secteurs public et privé et de la société civile.

En ce qui concerne la biotechnologie et la biosécurité, l'Institut a élaboré la proposition de Programme interaméricain de biotechnologie et de biosécurité (PIBB) dont la mise en œuvre a été approuvée par les organes de direction de l'IICA.

La proposition a été examinée et adoptée par consensus par le Groupe de travail du PIBB, formé de l'IICA et de représentants du Groupe de biotechnologie du CAS et des pays suivants: Argentine, Brésil, Canada, Colombie, Costa Rica, Chili, États-Unis, Guatemala, Jamaïque, Équateur, Mexique, Nicaragua, République dominicaine et Venezuela.

Parallèlement à ce processus, il a facilité le recensement des priorités en matière de biotechnologie et de biosécurité dans les régions Andine, centrale et des Caraïbes, ce qui, à son tour, a permis d'identifier et de formuler des projets stratégiques pour la région centrale et la région des Caraïbes.

En ce qui concerne la biotechnologie et la biosécurité, l'Institut a élaboré la proposition de Programme interaméricain de biotechnologie et de biosécurité (PIBB) dont la mise en œuvre a été approuvée par les organes de direction de l'IICA.

L'information clé sur la biotechnologie

Dans le domaine de l'information et de la communication, l'Institut a renforcé le Système d'information sur la biotechnologie et la biosécurité.

Le Système qui a permis de collecter, d'analyser et de distribuer des informations actualisées en la matière par le biais de la page web : www.infoagro.net/biotecnologia, du bulletin Infoagro-Biotecnología et des modules régionaux d'information.

Le système sert de réservoir d'information dans les Amériques et compte 900 utilisateurs appartenant aux secteurs public, privé et aux milieux universitaires.

Ces projets, qui pour but de stimuler la coopération dans le domaine des aliments, de l'agriculture et de la biotechnologie, ont été analysés par les représentants de l'Amérique centrale, des Caraïbes et de l'Union européenne dans le cadre de la réunion du Septième programme-cadre de recherche et de développement technologique, coordonnée par BioEuroLatina / Commission européenne, l'Université du Costa Rica et l'IICA.

Pour ce qui est du développement de mécanismes de coordination continentale, régionale et nationale, l'Institut a utilisé de nouveaux modèles de coopération technique régionale en biotechnologie qui permettent les échanges d'information et de données d'expérience de même que

l'identification d'éventuelles activités conjointes avec l'Initiative nord-américaine de biotechnologie (NABI) et le CAS dans des domaines tels que les droits de propriété intellectuelle, l'analyse des risques et les cadres de réglementation.

Il a conclu un partenariat avec l'Organisation de l'industrie biotechnologique (BIO) qui lui permettra de travailler dans les lignes d'action suivantes : le Protocole de Cartagena sur la biosécurité, la Convention sur la diversité biologique, le Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux et les accords de l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

Dans le cadre de la préparation de la Sixième réunion du Groupe de travail intergouvernemental ad hoc sur les aliments dérivés de la biotechnologie du Codex Alimentarius, tenue au Japon, l'Institut a organisé la consultation pour le Continent américain, à laquelle ont participé tous les pays des Amériques. Il a facilité les échanges d'information et la détermination du niveau de préparation de chaque pays, en prévision de cette réunion.

Dans le cadre d'un accord signé avec le *Conseil des céréales* des États-Unis, la Conférence technique sur la biotechnologie et la biosécurité agricoles et sur les éléments de base du Protocole de Cartagena s'est tenue à Brasilia. Cette Conférence a donné aux délégations des pays membres de l'IICA des informations actualisées sur le rôle des biotechnologies dans l'agriculture mondiale et continentale et sur les implications juridiques du Protocole de Cartagena.

La Quatrième réunion continentale intergouvernementale pour la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité a eu lieu grâce au soutien financier du ministère de l'Agriculture des États-Unis et du ministère de *l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada*.

L'IICA a élaboré le «Plan de développement de la coopération technique en matière d'assurance agricole» et engagé des actions en vue de sa mise en œuvre dans les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe.

En prévision de la Troisième réunion du Comité des parties à la Convention sur la biodiversité faisant office de réunion des parties au Protocole de Cartagena, qui s'est tenue à Curitiba (Brésil), l'IICA a organisé une réunion technique préparatoire destinée à favoriser l'échange d'informations sur les négociations en cours entre les pays, et notamment sur les implications du commerce transfrontalier d'organismes vivants modifiés (OVM). Il convient de souligner que les délégués à cette réunion ont accepté la proposition des pays américains concernant l'article 18.2(a) sur l'étiquetage, le transport et les mouvements transfrontaliers d'organismes vivants modifiés.

Il a organisé un atelier national, au Paraguay, afin de définir les grandes lignes d'une politique en matière de biotechnologie et de biosécurité. Cet atelier a débouché sur la création d'un groupe multisectoriel composé de représentants des secteurs public et privé et du monde universitaire. Il a également appuyé la création de réseaux de coopération en biotechnologie et en biosécurité dans les Caraïbes et en Amérique centrale et maintenu d'étroits contacts avec d'autres organisations, comme la FAO et l'Association mondiale de protection des animaux.

Assurance agricole

l'IICA a déployé des efforts considérables en vue d'appuyer les pays dans leurs initiatives destinées à promouvoir les investissements dans l'agriculture et le développement rural et à impulser des régimes d'assurance agricoles capables de satisfaire les besoins d'une agriculture moderne, dynamique et compétitive. Gardant présent à l'esprit ces objectifs, les activités de l'Institut dans ces domaines se sont concentrées essentiellement sur la promotion et la réalisation d'initiatives de mobilisation de ressources extérieures, la dynamisation et la coordination des processus de préinvestissement et d'investissement; l'appui au renforcement des capacités en matière d'élaboration, d'exécution et d'évaluation des projets de préinvestissement et d'investissement, par le biais de la formation des ressources humaines ainsi que de la mise au point et de l'utilisation de méthodologies adaptées aux projets et de la prestation d'une assistance technique pour les processus d'appel d'offres.

Renforcement des capacités en matière de méthodologies de projets

En vue de renforcer les capacités des ressources humaines en matière de méthodologies des projets, l'Institut a élaboré et diffusé le «Guide d'élaboration et de présentation des projets d'investissement pour la prévention de l'influenza aviaire».

Il a également conçu un cours virtuel, en anglais, sur la levée de fonds pour la formation des fonctionnaires de l'IICA de la Région des Caraïbes et préparé des matériels pour la mise au point de la «Méthodologie d'élaboration participative des plans et des projets faisant office d'instruments de renforcement des capacités des ressources humaines et du capital social dans les territoires ruraux».

Il a également préparé la proposition « Directives générales pour le recentrage des ressources provenant de prêts destinés aux programmes et aux projets d'investissement et de coopération technique » qui servira d'instrument d'appui aux pays ayant une capacité d'endettement limitée.

permettant de déterminer les besoins des pays dans ce domaine, à la formulation de trois profils de projets stratégiques et à l'élaboration de trois projets spécifiques destinés à la Région des Caraïbes. En appui à l'Atelier régional d'élaboration des profils de projets régionaux en biotechnologie agricole en Amérique centrale, il a formé des techniciens à l'application du diagramme de l'arbre pour la solution des problèmes et à l'élaboration du cadre logique.

Dans le cadre de leur engagement à améliorer les conditions de vie en milieu rural, l'IICA et l'OPS ont avancé dans la conception du Programme continental pour le renforcement du partenariat entre l'école et la collectivité pour le bien-être rural.

Au niveau continental, l'IICA a élaboré le «Plan de développement de la coopération technique en matière d'assurance agricole» et engagé des actions en vue de sa mise en œuvre dans les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe. Il a présenté des initiatives en vue de la signature d'instruments juridiques avec l'Entité étatique d'assurance agricole (ENASA) d'Espagne et la Fédération interaméricaine des compagnies d'assurance (FIDES). Il a également réalisé un atelier en Bolivie afin de promouvoir l'assurance agricole et appuyé la préparation d'une proposition qui vise à mettre au point un modèle de programme d'assurance agricole pour la Région des Caraïbes, avec des projets pilotes à Trinité-et-Tobago, les Bahamas et la Dominique.

Dans le cadre des activités du Programme interaméricain de biotechnologie et de biosécurité de l'IICA, l'Institut a collaboré à la conception d'une méthode

Éducation et information

Parmi ces résultats, il convient de souligner la restructuration du Centre de formation à distance, grâce auquel des cours, en anglais et en espagnol, sur l'agrosylviculture, la manipulation des aliments, l'agriculture biologique, les bonnes pratiques agricoles et l'agrotourisme, entre autres, ont pu être donnés.

Dans le domaine de l'éducation, l'IICA, avec la collaboration du SHICA (Système hémisphérique de formation pour le développement agricole), a appuyé le renforcement des capacités des professeurs et des administrateurs d'universités au Pérou, au Venezuela, au Paraguay et au Mexique afin de leur permettre d'élaborer et de mettre en œuvre des plans stratégiques, de restructurer les cursus, d'obtenir l'accréditation de la qualité et de former des évaluateurs externes.

Dans le domaine des services d'information agricole, le nombre des fournisseurs d'information du Système d'information et de documentation agricole des Amériques (SIDALC) s'élève désormais à 141, ce qui signifie qu'il dispose actuellement de 221 bases de données et de 1.781.264 registres. On estime que le nombre d'utilisateurs du SIDALC (y compris ceux de la métabase AGR2000) atteint 394.691, ce qui représente une augmentation de 23% par rapport à 2005.

La Bibliothèque commémorative Orton a dispensé ses services, sur place, à plus de 11.050 usagers et, en ligne, à plus de 96.000 utilisateurs. Sa collection de monographies a augmenté de quelques 81.814 registres bibliographiques, dont 2.421 documents disponibles en texte intégral. Elle a acquis 32.672 documents scientifiques et techniques (imprimés ou en format électronique) et elle est abonnée à 91 revues scientifiques. Tout cela a facilité l'accès des chercheurs et des utilisateurs aux informations documentaires actualisées.

Projets d'investissement

En appui au Plan Puebla-Panama (PPP/IMDS), l'IICA a collaboré à l'élaboration de propositions en vue de la négociation des ressources financières de préinvestissement nécessaires à la formulation des projets suivants :

- a) les capacités des centres éducatifs de qualité à satisfaire les demandes du marché du travail;
- b) l'innovation pour le développement des agroentreprises de transformation des fruits; et
- c) la gestion intégrée des ressources en eau et l'aménagement hydroagricole (irrigation et drainage).

Il a également apporté un soutien à l'élaboration de la proposition concernant la création du Forum d'intégration des marchés agroalimentaires de l'Amérique centrale et de la République dominicaine.

Dans la Région des Caraïbes, il a dispensé une assistance technique au CACHE (Conseil caribéen de l'enseignement supérieur en agriculture) pour la mise au point de la proposition «Renforcement des capacités pour l'amélioration de la compétitivité du secteur agricole dans les pays caribéens», qui a été présentée à l'Initiative pour la promotion des biens publics régionaux de la BID (Banque interaméricaine de développement). Par ailleurs, dans la Région Sud, il a appuyé le CAS pour la préparation du projet «Système d'information régional pour le développement agricole des pays membres du CAS» qui, lui aussi, a été soumis à l'Initiative de la BID.

L'IICA a collaboré directement avec les pays de l'ALC à la préparation et à l'évaluation de profils, d'avant-projets et de projets d'investissement qui soient conformes à l'approche intégrée de développement agricole et rural préconisée par l'Institut.

3. Mise en oeuvre des programmes régionaux



Région Andine

L'IICA a exécuté son programme régional en réponse aux demandes régionales définies par les pays, dont l'une des principales priorités concernait le renforcement de leurs systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments ainsi que des institutions qui s'occupent de la mise en œuvre de ces systèmes et qui les administrent. C'est pourquoi le programme régional et les actions nécessaires à sa mise en œuvre ont été axés sur la création et le renforcement des systèmes nationaux de traçabilité et, en particulier, sur le lancement d'un réseau virtuel de traçabilité entre les pays de la Région.

C'est pourquoi le programme régional et les actions nécessaires à sa mise en œuvre ont été axés sur la création et le renforcement des systèmes nationaux de traçabilité et, en particulier, sur le lancement d'un réseau virtuel de traçabilité entre les pays de la Région.

L'Institut a également lancé des initiatives en vue de mettre en œuvre des mesures de prévention, de contrôle et d'éradication de maladies et d'infestations parasitaires présentant une importance économique et sociale. Des actions ont été menées pour prévenir la possible apparition de la grippe aviaire et renforcer les programmes de lutte contre les infestations parasitaires et les maladies transfrontalières comme la fièvre aphteuse et la mouche du fruit.

La signature d'accords commerciaux et de traités de libre-échange entre les pays andins et les États-Unis a conféré de nouvelles responsabilités aux ministères de l'agriculture qui se sont vus dans l'obligation de revoir et d'adapter leur structure institutionnelle. L'IICA leur a apporté un appui dans l'analyse des programmes complémentaires aux accords bilatéraux signés avec les États-Unis, ainsi que dans l'étude des répercussions des traités et des programmes susmentionnés, en

proposant des ajustements institutionnels à apporter aux ministères et aux autres instances du secteur agricole qui ont à voir avec la mise en œuvre et l'administration des traités commerciaux.

L'Institut s'est employé à promouvoir la définition et l'harmonisation des différents niveaux de responsabilité ainsi que l'élaboration des approches régionales de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, avec la mise en place de mécanismes de financement de la production, l'étude et la promotion de filières productives viables, la promotion du tourisme rural et la formation et l'organisation des acteurs et des institutions concernés.

En ce qui concerne le développement rural, l'IICA n'a pas cessé de promouvoir l'approche territoriale du développement, dans une région qui présente une diversité culturelle et ethnique marquée. Dans sa réponse aux demandes des pays, l'IICA s'est



fait remarquer par son respect des propositions et des actions émanées des modèles endogènes adoptés par les pays qui, comme la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela, ont privilégié un modèle de développement nationaliste.

Dans ce contexte, l'Institut s'est employé à promouvoir, de concert avec la CAN, le Forum andin de développement rural auquel participent les différents ministères du développement rural et du bien-être rural des pays de la Région. Par ailleurs, l'IICA a appuyé la constitution du Réseau andin de développement rural et encouragé la mise en place d'un Observatoire des territoires ruraux dans chaque pays, dans le but de suivre les expériences en matière de développement rural et de faire connaître les enseignements tirés des expériences réussies.

Au chapitre de l'éducation, l'Institut a appuyé la création et le fonctionnement du portail des facultés d'agronomie de la Région andine (www.sihca.org), lequel fournit de l'information sur les programmes universitaires, les cours de formation et d'autres thèmes liés à l'enseignement et au développement rural. Par ailleurs, il a coopéré avec le Forum régional andin de l'éducation (FRADIEAR) auquel participent les facultés des sciences agricoles, vétérinaires et forestières de la région.

L'IICA n'a pas cessé de promouvoir l'approche territoriale du développement, dans une région qui présente une diversité culturelle et ethnique marquée.

Région des Caraïbes

L'IICA a appuyé la CEPALC dans l'évaluation des dégâts causés par des phénomènes climatiques dans la Région des Caraïbes. Dans ses propositions, l'Institut a mis l'accent sur la nécessité d'élaborer des plans de développement sectoriel à long terme qui permettront d'attirer des investissements, de stimuler le développement des agroentreprises, d'impulser l'amélioration de la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté et d'avancer vers un développement durable.

Soutien de l'Initiative Jagdeo

L' Institut a continué d'appuyer l'Initiative Jagdeo, qui vise à renforcer la coordination régionale afin d'apporter une assistance plus efficace aux États membres dans leurs efforts pour faire tomber les obstacles au développement et à la diversification agricoles, et à promouvoir la mise en place d'une plateforme pour le développement agricole dans le cadre du Marché unique de la CARICOM.

Dans le contexte de cette initiative, l'Institut a mis l'accent sur le renforcement des capacités pour la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles et environnementales, sur la réalisation d'actions pour aider les pays à se préparer aux catastrophes naturelles et à en atténuer les effets, sur la promotion de la diversification et de l'intégration agricoles, sur l'amélioration des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments et sur la mise en œuvre de stratégies régionales pour le développement de la biotechnologie et de l'agroénergie, ayant pour objet d'assurer une gestion durable des ressources naturelles.

Malgré les faibles taux de croissance de l'agriculture traditionnelle, quand ils ne sont pas négatifs, on observe des signes de redressement ponctuel dans certains secteurs, d'une plus grande mise à profit des liens entre l'agriculture et le tourisme et d'un accès croissant à des créneaux de marché particuliers. L'Institut, aux côtés du CARDI (Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes), du Secrétariat de la CARICOM et de la FAO, est membre du Secrétariat de l'Alliance pour le développement durable de l'agriculture et du milieu rural des Caraïbes élargies (l'Alliance) et se trouve à l'avant-garde dans la promotion et la mise en place d'une «nouvelle» agriculture, plus dynamique et plus compétitive, arrimée aux marchés internationaux et capable de tirer profit des progrès technologiques et d'améliorer les conditions de vie dans les territoires ruraux.

L'IICA continue également de jouer un rôle de premier plan en appuyant directement les actions de l'Association des agroentrepreneurs des Caraïbes (CABA), du Conseil caribéen de l'enseignement supérieur en agriculture (CACHE), du Forum agricole des Caraïbes pour les jeunes (CAFY) et d'autres organisations régionales. La tenue de la Semaine caribéenne de l'agriculture aux Bahamas a constitué un événement marquant, avec cinq ateliers, un

salon commercial et une visite de terrain, et la participation d'un grand nombre de personnes du milieu local œuvrant dans le secteur de l'agriculture et de plus de 200 personnes résidant à l'extérieur.



En collaboration avec la CEPALC, et avec le financement fourni par le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), l'Institut a lancé un projet en vue de créer un système de suivi et d'évaluation de l'information agricole qui contribuera à regrouper et à renforcer les capacités des processus et systèmes existants utilisés pour suivre et évaluer les progrès dans la mise en œuvre du Plan Agro 2003-2015 et de l'Initiative Jagdeo.

L'IICA a continué d'appuyer les secteurs public et privé dans les actions régionales et nationales visant à promouvoir le commerce agricole et la compétitivité des agroentreprises. À cet égard, l'Institut a offert une assistance aux Bahamas, à Saint-Kitts-et-Nevis et aux États des Caraïbes orientales dans la préparation d'ébauches de politiques, de normes, de règlements et de protocoles particuliers.

À l'appui des agroentreprises, l'Institut a coopéré au renforcement des capacités en élaborant des plans stratégiques pour des organisations productives, en coordonnant la coopération que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) apporte à la CABA (Association des agroentrepreneurs des Caraïbes) et en évaluant le degré de préparation de 16 associations et réseaux de producteurs pour entreprendre des processus de modernisation.

Dans le domaine de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments, en plus d'offrir une assistance technique directe à plusieurs pays, l'Institut a collaboré avec diverses organisations régionales et internationales comme la FAO, l'OPS, l'USDA/APHIS (Service d'inspection d'hygiène vétérinaire et de protection des cultures (USDA)) et le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique

La tenue de la Semaine caribéenne de l'agriculture aux Bahamas a constitué un événement marquant, avec cinq ateliers, un salon commercial et une visite de terrain.

pour le développement (France). En particulier, l'IICA a co-accueilli des réunions techniques du Réseau vétérinaire des Caraïbes et différents ateliers régionaux et nationaux sur les bonnes pratiques agricoles, les guides d'exportation, les règlements phyto-zoosanitaires et d'autres thèmes.

L'Institut a continué de jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la stratégie du Groupe de travail des Caraïbes sur les espèces envahissantes. À cet égard, l'IICA a co-organisé une réunion sur la surveillance de maladies animales et sur la préparation aux situations d'urgence, l'accent étant mis sur la grippe aviaire dans les Caraïbes; il a élaboré une stratégie de préparation face à cette menace et, avec l'appui de la FAO et de l'USDA/APHIS, il a réalisé, en Jamaïque, une simulation régionale de lutte contre la grippe aviaire.

L'Institut a impulsé l'adoption de technologies à effet de serre faible ou nul ainsi que le développement de l'agriculture biologique.

En ce qui a trait au renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale, l'IICA a continué d'apporter son appui au Réseau des productrices rurales des Caraïbes (CANROP), en particulier pour la tenue de sa Cinquième Réunion générale annuelle et d'ateliers sur la conscientisation et sur le renforcement des capacités institutionnelles.

Conscient de l'impact négatif potentiel que les accords commerciaux peuvent avoir sur les produits de base traditionnels (banane, sucre et riz), l'emploi et l'environnement, l'Institut a continué d'examiner de nouvelles possibilités économiques dans les zones rurales. Dans ce but, il a commandé la réalisation d'une étude sur les possibilités offertes par l'agroénergie dans la région et, avec l'appui de l'OEA, de l'Association hôtelière des Caraïbes et de

l'Organisation caribéenne du tourisme, il a contribué au regroupement des activités d'agrotourisme à travers le Centre de liaison en agrotourisme situé à la Barbade.

S'agissant de l'introduction de la technologie et de l'innovation pour moderniser l'agriculture et la vie rurale, l'IICA a continué d'apporter un soutien financier au CARDI et collaboré avec cet institut et avec le CARIRI (Institut de recherche industrielle des Caraïbes) dans l'organisation d'ateliers en vue d'élaborer des politiques, des stratégies et des réseaux de recherche et de développement technologiques.

Prenant acte des possibilités offertes par la biotechnologie pour augmenter la productivité et la compétitivité, l'IICA a tenu deux ateliers importants sur ce sujet, dont l'un en collaboration avec l'Université des Antilles occidentales (UWI); il a également appuyé l'UWI dans l'organisation d'un atelier sur la commercialisation de variétés mises au point grâce aux biotechnologies.

L'Institut a impulsé l'adoption de technologies à effet de serre faible ou nul ainsi que le développement de l'agriculture biologique. Il a également continué de coopérer dans le développement du sous-secteur des bonnes herbes, en apportant un soutien technique et financier à plusieurs associations qui s'emploient à promouvoir cette activité agricole prometteuse.

Région Centrale

L'IICA a apporté son soutien et participé au Premier Atelier des délégués centraméricains de l'agriculture et de la vie rurale dans les Amériques, convoqué pour donner un suivi aux engagements à l'égard des questions prioritaires approuvés lors de la Troisième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques (Guayaquil, 2005). Durant cet atelier, les délégués ont examiné les progrès accomplis dans le processus de formulation de la Politique agricole centraméricaine et défini une perspective technique sur la façon d'arrimer le Plan Agro 2003-2015 et les stratégies régionales.

À la suite de cet atelier, les délégués ministériels ont défini un programme de travail pour promouvoir une politique d'État pour l'agriculture et la vie rurale, ajuster la Stratégie régionale dans le cadre continental défini dans l'Accord ministériel de Guyaquil 2005 et mettre en place le Système d'information pour le suivi et l'évaluation du Plan Agro. Par ailleurs, le Secrétariat du Conseil agricole centraméricain (CAC) s'est engagé à établir la base conceptuelle et méthodologique pour ajuster les stratégies régionales, ainsi qu'une proposition pour appliquer ces stratégies en Amérique centrale.

Pour la troisième année consécutive, l'Institut a appuyé la participation d'entreprises centraméricaines au salon des produits biologiques BIOFACH 2006, tenu en Allemagne, où il a installé de nouveau le *stand* dénommé **Central American Alliance**. Cette initiative était le résultat d'une action conjointe du secteur privé, d'entités qui s'emploient à promouvoir le commerce et d'organismes de coopération internationale.

Dans le cadre du Plan d'action pour le développement agricole et rural signé par les présidents d'Amérique centrale et du Mexique, s'est tenu le IIIe Forum international des agroentreprises de fruits tropicaux, auquel ont participé 354 personnes venant d'Amérique centrale et de la République dominicaine et qui a permis de partager des données d'expérience avec d'éminents spécialistes internationaux.

Ce forum était le résultat d'un effort conjoint du ministère de la Production du Costa Rica et de l'IICA, en partenariat avec l'Initiative méso-américaine de développement durable du Plan Puebla-Panama, la BCIE (Banque centraméricaine d'intégration économique), l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA), la FAO, l'OIRSA, l'USDA, d'autres organisations publiques et organisations de coopération internationale et des associations professionnelles privées.

Par ailleurs, les participants à un atelier sur la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments tenu dans le cadre du forum ont répertorié les principales exigences relatives à la protection phytosanitaire et à l'innocuité des aliments qu'il est nécessaire de respecter pour assurer l'accès des fruits de la région aux marchés internationaux.

Pour la troisième année consécutive, l'Institut a appuyé la participation d'entreprises centraméricaines au salon des produits biologiques BIOFACH 2006, tenu en Allemagne, où il a installé de nouveau le stand dénommé Central American Alliance.

Frutas



Dans le cadre du Plan d'action pour le développement agricole et rural signé par les présidents d'Amérique centrale et du Mexique, s'est tenu le III^e Forum international des agroentreprises de fruits tropicaux.

L'IICA a également apporté son appui à l'Alliance internationale des coopératives et à l'organisation «Producteurs de sucre de l'isthme centraméricain», auxquelles il a fourni de l'information et des éléments d'analyse sur le déroulement des négociations agricoles et sur les accords de libre-échange et leur impact dans le secteur agricole. Par ailleurs, l'Institut a présenté un exposé devant les ministres du CAC au sujet des prochaines négociations en vue de la signature d'un accord d'association entre l'Amérique centrale et l'Union européenne.

En ce qui concerne le renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (PSAIA), en partenariat avec l'OIRSA et la Fédération des aviculteurs d'Amérique centrale (FEDAVICAC), l'Institut a réalisé une évaluation du degré de préparation des pays centraméricains face au risque d'une apparition éventuelle de la grippe aviaire dans la région. Cette évaluation a facilité la prise de décisions de la part des ministres de l'agriculture, de la santé et de l'environnement pour renforcer la préparation des pays face à ce risque. Par ailleurs, en collaboration avec les deux organisations, l'IICA a élaboré le Plan d'innocuité dans le secteur avicole centraméricain.

L'Institut a participé à l'exécution du Projet d'amélioration de la productivité, de la qualité, de l'innocuité et de la mise en marché de la viande bovine en Amérique centrale, dans le cadre duquel il exécute ou appuie directement les volets de formation dans des domaines tels que la qualité, l'analyse de données du **Veterinary Automated Management Production Program** (VAMPP, logiciel de surveillance de la production et de gestion du troupeau), l'HACCP, les BPA (Bonnes pratiques agricoles), les BPF, les

vérifications dans les systèmes d'innocuité, la résistance aux antibiotiques et l'utilisation du système d'information de l'OIE.

En appui au renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale, l'IICA a organisé, de concert avec l'Université de la Californie à Santa Cruz, un programme universitaire international de deux cours de spécialisation en agroécologie et développement rural, suivi par 70 directeurs, techniciens et chefs de file ruraux, programme qui s'est traduit par une amélioration des capacités régionales de formuler et d'exécuter des politiques, des programmes et des projets de développement rural fondés sur l'approche territoriale. Le programme a bénéficié de la participation d'universités du Nicaragua et d'autres parraineurs internationaux et nationaux.

L'Institut a également appuyé la constitution du Forum des directeurs des projets PRODERT/BCIE dans la région du Trifinio (frontière entre le Honduras, El Salvador et le Guatemala), lequel a contribué à faciliter l'exécution des actions de coopération horizontale transfrontalière. En outre, il a appuyé la conception et la mise à exécution de trois projets de développement territorial dans la région du Trifinio et au Costa Rica, fondés sur l'approche territoriale du développement rural durable. Ces projets fonctionnent comme un réseau de territoires et illustrent des processus de gestion participative.

Par ailleurs, à travers l'exploitation du Système d'intégration centraméricaine de technologie agricole (SICTA), l'IICA a appuyé l'intégration et l'articulation régionale des instituts nationaux de recherche agricole et des systèmes nationaux de recherche et de transfert de technologie agricole dans des domaines stratégiques comme l'agrobiotechnologie, les ressources phylogénétiques et les filières du maïs, du haricot et des fruits tropicaux. En outre, l'IICA s'est employé à renforcer la relation avec le FORAGRO et le GFAR et à promouvoir la participation du SICTA à l'Évaluation internationale de la science et de la technologie agricoles pour le développement (IAASTD), comme moyen de lier le SICTA aux initiatives continentales et mondiales de recherche et d'innovation technologique agricoles. Sur le plan régional, l'Institut a renforcé l'appui au Programme coopératif centraméricain d'amélioration des cultures et des animaux (PCCMCA).

Par le biais du Projet Red SICTA, doté de ressources de la COSUDE, dix projets ont été financés, auxquels participent des petits producteurs, des instituts de recherche, des universités et des entreprises privées. Ledit projet a pour objet de recenser les demandes d'innovation technologique des filières du haricot et du maïs, de créer des partenariats entre les acteurs de ces filières et d'accroître leur compétitivité.

Le PROMECAFE (Programme coopératif pour la protection et la modernisation de la caféiculture) a poursuivi la mise en œuvre de technologies visant à contrer les menaces sanitaires auxquelles fait face la caféiculture. On a instauré la lutte biologique contre le scolyte, qui fait appel à la reproduction et à la libération d'ennemis naturels, à l'utilisation du champignon *Beauveria bassiana* et au contrôle étiologique avec des pièges artisanaux. Parmi les autres réalisations importantes, citons la caractérisation de nématodes parasites du caféier, la mise au point d'une technologie pour la gestion intégrée de ces parasites, le greffage avec la variété Nemaya et la réduction du volume de pesticides à haut risque utilisé dans la culture du café.

Région Nord

Les priorités de l'action régionale ont été établies par le Conseil trinational (composé des représentants du Mexique, du Canada et des États-Unis), autour de quatre thèmes prioritaires : le renforcement de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments; la promotion du développement et de l'introduction de la technologie dans le secteur agricole; la promotion des agroentreprises et du commerce, et l'appui au renforcement institutionnel et administratif des pays.

L'Institut a continué de renforcer les partenariats avec les clients, les partenaires stratégiques et des organisations à vocation régionale et continentale comme l'OMC, la FAO, l'OEAE, la CEPALC, la BID, l'OPS, l'USAID, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Institut interaméricain de recherche sur les changements climatiques à l'échelle du globe et d'autres encore, avec lesquelles il a entretenu un échange

constant d'opinions et une recherche permanente de partenariats en vue de mener des actions de coopération, et auxquelles il a fourni de l'information sur les programmes institutionnels et les progrès réalisés dans le cadre de la coopération technique offerte par l'IICA dans les Amériques.

Afin de promouvoir le commerce et la compétitivité des agroentreprises, l'Institut a appuyé les efforts déployés par le Mexique pour renforcer ses propres capacités et accroître la compétitivité de ses entreprises. Il a également mis à la disposition des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes les enseignements tirés par le Mexique de son expérience dans le processus de négociation, de mise en œuvre et d'administration du traité de libre-échange avec le Canada et les États-Unis.

Les efforts de l'IICA ont également coïncidé avec les activités de coopération des États-Unis relatives au renforcement des capacités nationales pour participer aux réunions du Comité des MSP de l'OMC, donner un suivi aux négociations tenues dans le cadre du cycle de Doha de l'OMC, et appuyer les initiatives de coopération Sud-Sud.

L'agriculture et les changements climatiques

Dans la Région Nord, l'IICA s'est employé avec succès à établir un lien de responsabilité entre l'agriculture, le commerce des produits agricoles et la protection de l'environnement.

Il convient tout particulièrement de mentionner les efforts institutionnels pour aider les États membres à faire face au changement climatique en adaptant l'agriculture aux nouvelles conditions.

Dans le cadre de cette initiative, l'IICA s'est engagé à travailler, de concert avec l'Institut interaméricain de recherche sur les changements climatiques à l'échelle du globe, à la tenue d'un forum technique et à la coordination de travaux de recherche.



Par ailleurs, l'Institut a appuyé la tenue du Congrès Mexique-Canada sur le haricot et, de concert avec *Agriculture et Agroalimentaire* Canada, il a parrainé et appuyé le Forum de l'agriculture 2006, visant à faire connaître l'expérience brésilienne en matière de développement des agroentreprises et tenu à Montréal dans le cadre du XIIe Forum économique international des Amériques. En outre, durant le séminaire de l'IICA sur les meilleures pratiques de gestion, tenu dans le cadre du Congrès de la Société mexicaine d'administration agricole, à Sonora, Mexique, l'Institut a présenté ses expériences en matière de gestion d'exploitations agricoles.

L'IICA a accordé une haute priorité au renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments dans la région, notamment en ce qui concerne le regroupement des efforts institutionnels et inter-organismes pour faire face à la menace possible que représentent la grippe aviaire, l'encéphalopathie spongiforme bovine, la fièvre aphteuse et la mouche du fruit. Dans ces efforts régionaux, la coordination et l'appui mutuel avec la FAO et l'OIE ont été particulièrement importants.

L'IICA a également impulsé l'exécution de plans de coopération technique horizontale dans le domaine de la PSAIA (Protection sanitaire agricole et à l'innocuité des aliments), grâce auxquels des vétérinaires de la Région Nord ont partagé leurs données d'expérience avec des collègues de la Colombie et du Chili.

L'IICA a donné une haute priorité au renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments dans la région.

Parmi les efforts déployés pour encourager une utilisation plus durable des sols cultivables, est particulièrement digne de mention l'appui fourni par l'IICA aux programmes de bourses octroyées dans la Région Nord pour analyser les problèmes de l'agriculture à petite échelle dans l'Amazonie brésilienne et d'érosion du sol dans la production de pommes de terre au Costa Rica, et pour proposer des solutions à ces problèmes.

Afin de contribuer au renforcement des collectivités rurales en se fondant sur l'approche territoriale, l'IICA a tenu ou soutenu des ateliers d'échange de données d'expérience auxquels ont participé d'éminents spécialistes dans ce domaine, en provenance du Brésil, de la Colombie, de l'Uruguay et d'Espagne.

En ce qui concerne la biotechnologie et la biosécurité, il convient de mentionner la signature d'un protocole d'entente avec la BIO (Organisation de l'industrie biotechnologique), qui servira de cadre pour l'examen de questions stratégiques, l'élaboration de règlements, la mise en application d'accords et la commercialisation de produits biotechnologiques. Par ailleurs, l'IICA a contribué à la tenue d'un forum de dialogue et de coopération sur la biotechnologie, qui a permis de débattre des différents points de vue et d'arriver à une entente sur des actions menées par différents acteurs, sur les plans continental et régional.

Enfin, le PROCINORTE continue de représenter un précieux mécanisme institutionnel pour coordonner des activités régionales, spécialement celles visant à accroître la compétitivité agricole à travers l'innovation technologique. Il convient de souligner tout particulièrement les efforts déployés par l'IICA pour étendre la coopération horizontale à l'intérieur de la région et avec d'autres pays et pour impulser une meilleure coordination des activités entre les différents centres de recherche agricole de la région.

Région Sud

L'IICA, en tant que responsable du secrétariat technique et administratif du CAS, a participé à l'organisation et à la tenue des trois réunions ordinaires des ministres de l'agriculture du CAS (Brasilia, Santa Cruz de la Sierra et Montevideo) et de la réunion ministérielle extraordinaire à Buenos Aires, lesquelles ont donné lieu à des accords et à des résolutions qui contribuent à la recherche de solutions aux problèmes régionaux du secteur agricole. À cet égard, outre l'appui technique et administratif apporté par l'IICA au CAS, il convient de souligner la consolidation du Réseau régional de communicateurs du CAS (INFOCAS), composé de journalistes et de chefs de presse des ministères de l'agriculture de la région, lequel joue un rôle important dans la diffusion, à travers les moyens de communication de masse, des progrès accomplis et des accords signés par le CAS.

Au chapitre de la promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises, de concert avec l'UE et la CEPALC, l'Institut a organisé le Séminaire sur les méthodologies d'analyse des politiques agricoles et, en partenariat avec la CEPALC, le ministère de l'Agriculture du Chili et le ministère des Affaires étrangères de la France, il a participé à la tenue du Séminaire sur la libéralisation commerciale de l'agriculture et les pays en développement. L'IICA a contribué en facilitant la participation, aux deux



événements qui ont eu lieu au Chili, des directeurs des politiques et des négociations internationales de la région.

L'Institut a participé directement à divers conférences et forums régionaux dans lesquels on a analysé la situation, le potentiel et les perspectives des agroentreprises, à la lumière des processus de mondialisation et des négociations commerciales agricoles en cours. Parmi ces événements, il convient de souligner la participation de l'Institut aux conférences intitulées «L'agroentreprise dans le commerce international : conséquences des résultats du cycle de Doha pour le MERCOSUR», qui a eu lieu au Paraguay, et «Insertion internationale et avenir de l'agriculture dans la région», tenue en Uruguay.

L'IICA a également co-organisé, avec l'OMC, l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration), l'INTAL (Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes)-BID et le gouvernement espagnol, le Sixième Cours abrégé de politique commerciale pour les pays membres de l'ALADI, tenu à Montevideo, dans lequel l'Institut était responsable du module sur les accords commerciaux agricoles et les mesures sanitaires de l'OMC. L'IICA a également participé à la Troisième Réunion annuelle du *Consortium sur l'intégration du marché nord-américain de l'agroalimentaire*, au cours de laquelle il a présenté un exposé intitulé «Les pays du MERCOSUR (Marché commun du Sud) élargi dans le marché agroalimentaire mondial et les efforts régionaux d'articulation sectorielle».

Dans le cadre des activités visant à renforcer les collectivités rurales en faisant appel à l'approche territoriale, l'Institut a collaboré à la caractérisation sociale et productive de l'agriculture paysanne familiale dans chaque pays de la région.

Afin d'encourager l'analyse prospective et la diffusion de données d'expérience, de connaissances et d'information d'actualité, l'Institut a élaboré cinq documents techniques sur le commerce agroalimentaire régional et mondial, les négociations commerciales multilatérales, le processus d'intégration et d'articulation régionales et les politiques agricoles.

En ce qui concerne le renforcement des systèmes de PSAIA, à travers la diffusion du bulletin électronique «CODEX-MSF. Foro de Opinión», l'IICA a contribué à renforcer les capacités techniques des membres des comités nationaux responsables de l'application et du suivi des accords sur les MSP de l'OMC et du Codex Alimentarius. Par ailleurs, lors du Premier Congrès panaméricain sur les zoonoses et de la réunion ordinaire de l'Association des facultés de médecine vétérinaire du MERCOSUR, tenus tous les deux en Argentine, l'IICA a mis de l'avant une proposition visant à améliorer les systèmes de contrôle zoosanitaire et à renforcer les services vétérinaires grâce à l'utilisation de l'instrument PVS.

L'Institut a élaboré cinq documents techniques sur le commerce agroalimentaire régional et mondial, les négociations commerciales multilatérales, le processus d'intégration et d'articulation régionales et les politiques agricoles.

Un atelier international sur la traçabilité dans la filière bovine a réuni des techniciens des secteurs public, privé et universitaire des pays de la région. Les principales conclusions et accords qui se sont dégagés de l'atelier ont été rassemblés dans le document intitulé «État actuel des systèmes de traçabilité pour les bovins de boucherie dans les pays du Cône Sud».

À l'appui de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, l'IICA a présenté les résultats de l'évaluation des projets régionaux intitulés «Semis directs» et «Modèles d'indicateurs pour l'écocertification» lors d'un atelier international auquel ont participé des représentants d'institutions régionales et d'organisations privées associées à la Confédération des agriculteurs américains pour une agriculture durable (CAAPAS).

Dans le cadre des activités visant à renforcer les collectivités rurales en faisant appel à l'approche territoriale, l'Institut a collaboré à la caractérisation sociale et productive de l'agriculture paysanne familiale dans chaque pays de la région.

Enfin, au chapitre de la formation, l'IICA a continué d'appuyer les processus d'amélioration de la qualité de l'offre éducative dans l'enseignement supérieur universitaire au Chili, en Argentine et au Paraguay. Pour cela, il a collaboré à l'examen des programmes d'études et au lancement d'initiatives visant à adapter ces programmes aux exigences du secteur productif agricole.

*4. Relations avec
les partenaires
stratégiques*



Conscient de l'ampleur des problèmes et des défis que doit relever le développement de l'agriculture et du milieu rural dans les Amériques et du fait que les possibilités qui surgissent dépassent les capacités d'une organisation isolée, l'IICA est resté fidèle à son principe de recherche de consensus, d'ententes autour de questions spécifiques et de coordination thématique et opérationnelle avec diverses organisations et institutions bilatérales et multilatérales dont les programmes de travail s'efforcent de répondre aux besoins de l'agriculture et du développement rural.

Eu égard à ce qui précède, l'Institut a signé et mis en œuvre différents mémorandums d'accord ainsi que des accords de coopération avec l'OEA, l'OPS, la FAO, l'OIE, la CEPALC et d'autres organisations, aussi bien publiques que privées, qui avec les diverses réunions de coordination réalisées avec ces organismes et institutions, constituent le cadre institutionnel et technique nécessaire à l'exécution d'initiatives conjointes à caractère interinstitutionnel.

Mue base de données communes sur l'agriculture et la vie rurale

En ce qui concerne l'analyse de la situation et des perspectives de l'agriculture et de la vie rurale, l'accord auquel sont parvenus la FAO, la CEPALC et l'IICA a été crucial pour la création d'une base d'information commune sur cette question, l'examen et l'évaluation des politiques en faveur de l'agriculture et la préparation d'un document conjoint qui étudie les tendances, les perspectives et les défis de l'agriculture et de la vie rurale.

Il convient également de mentionner les progrès accomplis dans la définition d'une base conceptuelle et méthodologique commune de ce que les trois institutions entendent par «rural» «agroindustriel» et « agriculture étendue».

Dans le cadre de ces accords et de ces mémorandums, l'IICA a mis au point, en collaboration avec l'OPS, la FAO, l'OEA, des institutions financières (la BM, la BID et la BCIE) et diverses instances officielles et organisations privées des États-Unis et du Canada, une réponse interinstitutionnelle efficace à la menace que représente l'influenza aviaire (IA) dans les Amériques, en fonction du champ d'action spécifique de chaque institution. Cette réponse conjointe va depuis la formulation et la mise en application d'une stratégie commune de communication sur le risque que constitue l'IA jusqu'au renforcement des capacités et à la préparation des institutions, des associations professionnelles et des entreprises en vue d'affronter une éventuelle apparition de cette maladie transfrontalière. Elle inclut même l'évaluation économique et sociale de son éventuel impact sur diverses régions et pays du Continent américain.

De concert avec l'OIE et la FAO, l'Institut a accompli des progrès en matière de coopération interorganisations visant à une réponse coordonnée aux efforts réalisés par les pays pour prévenir l'apparition et renforcer les mesures de lutte et d'éradication des ravageurs et autres maladies transfrontalières et zoonotiques dans les Amériques, comme la



fièvre aphteuse, la peste porcine classique et la mouche des fruits. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'initiative conjointe connue sous le nom de Programme mondial de lutte contre les maladies animales transfrontalières (GF-TAD) à laquelle participent également d'autres organisations et institutions internationales, comme l'OIRSA et l'OPS et le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA).

Il convient de souligner la coopération de l'IICA et de l'OPS en vue de promouvoir l'utilisation de l'instrument PVS et d'étendre son champ d'application à plusieurs pays des Amériques et à différents secteurs de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments afin d'évaluer les services nationaux de PSAIA et de formuler des propositions pour les améliorer.

En collaboration avec la BID, l'IICA a participé à l'élaboration de plusieurs projets ainsi qu'à leur mise en œuvre, notamment: **a)** le projet d'appui au Système centraméricain d'intégration (SICA); **b)** le projet de renforcement des mécanismes de communication et de coordination du CAS; **c)** le projet de renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement agricole dans la Caraïbe; **d)** le projet de promotion du label de dénomination d'origine du café en Amérique centrale par l'intermédiaire du PROMOCAFÉ ; et **e)** le projet de développement des ressources de la diversité biologique en Amazonie.

Grâce à un accord souscrit avec la BID, l'IICA a continué d'apporter un soutien au FONTAGRO pour le financement des recherches régionales. Cette initiative a porté aussi bien sur la création et le renforcement des capacités d'élaboration, d'exécution et d'évaluation des projets que sur l'évaluation conjointe des organismes d'exécution et de l'impact social, économique et écologique de projets spécifiques.

Un autre domaine d'action conjointe a été la coordination interorganisations des initiatives ayant pour but la récupération de l'économie et de l'institutionnalité en Haïti, et notamment l'évaluation de la situation du pays et l'élaboration de propositions par un groupe de travail, coordonné par le Secrétariat général de l'OEA, dont étaient membres l'IICA, la CEPALC, l'OPS, la BID et d'autres organismes internationaux et continentaux.

Dans le cadre d'un accord souscrit avec la BID, l'IICA a continué d'apporter un soutien au FONTAGRO pour le financement des recherches régionales.

Travaux conjoints de l'IICA et du CATIE

Pendant l'année 2006, ces deux institutions ont concentré leurs initiatives communes dans les domaines du renforcement des capacités, de l'innovation technologique dans la culture du café, de la promotion d'une exploitation raisonnable des ressources naturelles, et d'une plus grande efficacité des services d'information agricole en Amérique centrale, dans la Caraïbe et dans plusieurs pays de la Région andine.

En matière de renforcement des capacités, l'IICA et le CATIE ont mis au point et cofinancé un cours multimédia de formation en agrosylviculture et ils ont convenu d'un plan de travail qui vise à créer un programme accrédité qui proposera une formation universitaire diplômante en foresterie. Ces deux organisations se sont associées au Consortium américain d'éducation à distance (ADEC) afin de renforcer les activités mises en œuvre dans le domaine de l'éducation à distance.

Dans ce même but, dans le cadre du Programme interaméricain en biotechnologie et en biosécurité, ces deux organisations ont mis en œuvre des initiatives de renforcement institutionnel, dans les Régions andine et centrale, en matière d'identification, d'analyse, de gestion et de vulgarisation des risques associés à la biosécurité.

Dans le cadre du PROMECAFE, le CATIE, l'IICA et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ont appuyé le réseau régional de mise à l'essai de 19 nouvelles variétés hybrides F1 de caféiers d'excellente qualité, qu'ils ont développées en commun. Un moment phare du processus a été la tenue de deux ateliers de travail auxquels ont participé le CIRAD, le CATIE (Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement), l'IICA, le PROMECAFE et l'Institut du café (ICAFE) du Costa Rica qui ont permis d'avancer vers l'étape finale de préparation du projet de Renforcement du secteur caféier centraméricain par le biais de la reconnaissance des indications géographiques et des dénominations d'origine, projet qui bénéficie de l'appui financier de l'AECI et de la BID.

Après plusieurs démarches institutionnelles auprès du Centre d'information sur les réseaux agricoles (AGNIC), celui-ci a fait don de 7.000 dollars pour la numérisation de la revue Turrialba (1950-1995). Les deux organisations ont également élaboré le projet de Préservation de la collection spécialisée IICA-CATIE pour la recherche en agriculture tropicale en Amérique latine qui se trouve à la Bibliothèque commémorative Orton.

Non moins importante s'est avérée l'activité conjointe mise en œuvre pour renforcer les capacités continentales dans le domaine de la biotechnologie et de la biosécurité et pour promouvoir l'application du Protocole de Cartagena sur la biosécurité. Cet effort a été possible grâce au financement de l'USDA et du *ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada*.

Enfin, en appui aux actions de formation des ressources humaines dont a besoin la nouvelle agriculture, l'Institut a négocié avec la FAO l'acquisition de cours, en anglais, sur l'IA qu'il a prévu d'utiliser comme matériel pédagogique dans des activités réalisées avec cette Organisation, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'OIE et d'autres institutions. Il s'est chargé de leur adaptation en espagnol afin de faciliter leur utilisation dans la plupart de ses États membres.

L'IICA a également procédé à la révision, à l'adaptation et à l'application du module d'auto-apprentissage d'IMARK de la FAO, intitulé «Investir dans l'information pour le développement», qui permet l'acquisition des savoir-faire et des connaissances nécessaires à l'amélioration de la gestion de l'information dans les organisations agricoles.

L'Institut a également conclu avec la Banque mondiale, et plus particulièrement avec la BID, des accords de coopération qui prévoient sa participation à différents projets financés principalement avec des fonds non remboursables, où l'IICA fait fonction de facilitateur et d'accompagnateur des gouvernements ou des instances régionales bénéficiaire de cette coopération, ce qui donne confiance et tranquillité aux banques de développement.